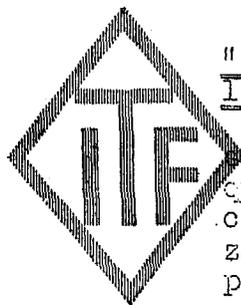


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUTS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST 6e année Amsterdam, le 18 avril 1938.



".....Apprendre à connaître (I.T.F.) Après la conquête de l'Autriche par les troupes allemandes, les Nazis voulaient créer l'impression que les ouvriers autrichiens, ceux-là mêmes qui, durant quatre ans avaient déjà lutté contre la croix gammée et la croix potence, s'étaient du jour au lendemain convertis au nazisme. Des Nazis en uniforme se présentèrent dans les entreprises invitant des ouvriers dont on savait qu'ils avaient été, avant l'anéantissement des organisations syndicales libres, des militants syndicalistes populaires, à participer à des voyages en Allemagne, organisés par "Kraft durch Freude" au profit des Nazis autrichiens. Le Front du Travail prendrait tous les frais du voyage à sa charge et, en cas de nécessité, les bureaux municipaux de bienfaisance s'occuperaient des familles. Les ouvriers toutefois devraient s'engager à faire après leur retour des conférences de propagande pour les Nazis. Ceux-ci désiraient pouvoir mentionner des pèlerinages des syndicalistes "convertis" dans la "terre promise" du Nazisme.

À quelques ouvriers qui hésitaient et cherchaient, par des prétextes à se soustraire à l'invitation, on déclara: "Bon, si vous ne voulez pas prendre part au voyage, on vous donnera une autre occasion d'apprendre à connaître l'Allemagne..." Cette menace du camp de concentration suffit - personne ne se hasarda plus à dire non. C'est ainsi qu'il y eut des pèlerinages de syndicalistes autrichiens "convertis".

On trompe les ouvriers autrichiens. (I.T.F.) Un nombre d'ouvriers autrichiens ont dû prendre part, sur invitation de l'Association "Kraft durch Freude", à des voyages de Nazis autrichiens en Allemagne organisés sur l'initiative du ministère allemand de la Propagande, et rapporter publiquement après leur retour sur ce qu'ils avaient vu. En Allemagne on les trompa effrontément. Un ouvrier qui à Hambourg avait habité chez un chauffeur, déclara qu'on lui avait dit qu'à Hambourg les ouvriers non qualifiés gagnent "au moins" 40 marks par semaine et les spécialistes de 60 à 65 marks ("Neues Wiener Tageblatt" du 1er avril). L'auditoire l'écouta avec étonnement.

L'organe officieux du Front du Travail hambourgeois, le "Hamburger Anzeiger" a dans le compte-rendu détaillé de ce qu'ont raconté les Autrichiens qui avaient voyagé en Allemagne. Il s'est toutefois abstenu de publier ce récit concernant le paradis qui existerait sur les bords de l'Elbe. Il n'y a pas de quoi s'étonner. En effet, suivant des relevés faits par l'Office de statistique de la ville de Hambourg, un ouvrier spécialiste touche pour une semaine de 48 heures de travail, non pas 60 à 65 marks, mais seulement 46,50 marks (moyenne calculée sur la base du chiffre pour 12 professions différentes). Lorsqu'on déduit les rete-

du chiffre pour 12 professions différentes). Lorsqu'on déduit les rete-

du chiffre pour 12 professions différentes). Lorsqu'on déduit les rete-

nues et les cotisations obligatoires, l'ouvrier spécialiste garde de 35 à 38 marks. Seuls les ouvriers spécialistes dans les industries de guerre qui doivent souvent faire des semaines de 60 à 80 heures gagnent davantage en raison de ces heures supplémentaires. Les ouvriers non qualifiés peuvent gagner à Hambourg, en faisant une semaine de travail normale, environ 34,50 marks (moyenne calculée sur les chiffres de 5 professions différentes).

Les dockers touchent 7,60 marks par journée de travail mais ne font en général que 4 à 5 jours par semaine. Les ouvriers non qualifiés conservent, après déduction des retenues et des cotisations obligatoires, environ 26 - 28 marks par semaine et non pas 40 comme on a voulu le faire accroire aux ouvriers viennois.

Les Nazis tenaient beaucoup à ce que le groupe dont le but était le Palatinat sarrois, emporte de son voyage une impression favorable. En effet, cette région fut gouvernée pour ne pas dire terrorisée, par le même chef nazi Bürckel qui est aujourd'hui commissaire gouvernemental à Vienne.

Cependant, les ouvriers du Palatinat savent mieux que d'autres, ce que valent les paroles nazies. Pendant trois ans ils ont vu comment ont été violées des promesses solennellement données. C'est pourquoi les Nazis ont cherché d'éviter --ainsi que le communique la "Freiheits Korrespondenz" bien informée sur les événements dans le Palatinat et la Sarre-- que les ouvriers autrichiens accompagnés par des secrétaires nazis dans leur voyage dans le Palatinat entrent en contact "direct et non contrôlé" avec la population. On ne les laisse pas faire un pas sans surveillance, fut-ce prétextant de veiller à leur "sécurité".

Malgré cela, il fut possible de communiquer à quelques ouvriers viennois ce que Bürckel, le chef nazi régional du Palatinat qui à présent fait à Vienne la pluie et le beau temps, avait promis aux ouvriers de sa région et comment il tint ses promesses; comment il fit tout simplement transférer dans des provinces éloignées, sans se soucier des supplications de leurs femmes et de leurs enfants les ouvriers de la Sarre qui lui rappelaient les promesses faites par lui.

On a tenu secret en Allemagne le (I.T.F.) Deux fois seulement les Nazis ont osé consulter les personnels des entreprises allemandes sur la politique sociale nationale-socialiste. Les deux fois, en 1934 et en 1935 les salariés des principales entreprises et administrations se sont prononcés de manière démonstrative contre les représentants du régime. Depuis 1935 il n'y eut par conséquent plus d'élections de conseils de confiance.

La dictature nazie ressent le fait qu'elle ne peut pas se risquer à des élections au sein d'entreprises à tel point comme un blâme qu'elle a cette année laissé passer le délai prévu sans ouvertement décommander les élections. Dans le courant de la deuxième semaine d'avril seulement, l'Agence de presse allemande communiqua le nouvel ajournement des élections d'entreprise. Encore cette nouvelle ne parut-elle que dans la presse de l'étranger; les journaux allemands n'avaient pas le droit de la publier avant les "élections" du 10 avril. Les Nazis ont voulu éviter que les ouvriers autrichiens concluent trop tôt l'état d'esprit véritable dans les entreprises et administrations allemandes, en apprenant que les élections des conseils de confiance avaient pour la troisième fois été décommandées. Les journaux allemands n'ont pu rendre publique que le 11 avril, lendemain des "élections" au Reichstag, la décision décrétée le 1er avril.

L'Allemagne d'aujourd'hui. (I.T.F.) Le "Völkische Beobachter" (du 8 avril) décrit la situation actuelle en Allemagne comme "économie de disette, caractérisée par un bas niveau de vie des travailleurs".

Il n'y a plus en Allemagne (I.T.F.) Le Reichsarbeitsgericht, le tribunal prud'homal suprême du Reich, a déclaré le 6 octobre 1937: "Il est tout à fait déplacé de se réclamer d'une communauté d'entreprise qui régnerait dans

les entreprises allemandes ou de citer la phrase: A l'heure qu'il est les chefs d'entreprise et les travailleurs ont les mêmes droits". Cette déclaration ne contient rien de neuf pour les ouvriers allemands mais elle a de quoi décevoir les ouvriers autrichiens à qui l'on sent à chaque occasion la duperie de la "communauté d'entreprise" qui aurait été réalisée par les Nazis.

Un avocat des industriels est nommé Commissaire au Travail à Vienne (I.T.F.) Le ministre du Travail allemand, l'industriel Seldte, a nommé à Vienne un Commissaire au Travail.

Le Commissaire au Travail est l'autorité destinée à combler la lacune créée par l'anéantissement des organisations syndicales. Pendant une période transitoire, il est appelé à fixer au moyen d'ordonnances collectives les salaires et conditions de travail et veiller au respect de ces ordonnances. Tous les commissaires doivent observer les instructions émanant du Dr. Mansfeld, le dictateur des salaires installé par Göring, qui était autrefois syndic des industriels de la Ruhr. Néanmoins le Commissaire au travail conserve une certaine latitude: il peut exécuter avec une rigueur exagérée ou bien avec une certaine compréhension les instructions qu'on lui donne.

Provisoirement le Statthalter Seyss-Inquart a été désigné comme Commissaire au Travail pour l'Autriche. (Wiener Neueste Nachrichten du 5 avril). On se rappelle (Berliner Tageblatt du 3 mars) que Seyss-Inquart avait jusqu'à tout récemment une étude d'avocat dont étaient clientes les principales sociétés industrielles. Un avocat des industriels est donc appelé à régler désormais à Vienne la politique sociale des employeurs autrichiens!

(Pour les rédactions: Voir "Fascisme" du 19 mars, page 37).

En l'honneur d'Hitler. Arrestations massives en Italie. (I.T.F.) La police politique italienne a pris dès à présent en collaboration avec une délégation de la Gestapo allemande, des mesures extraordinaires en vue du voyage d'Hitler en Italie prévu pour le début de mai.

La Ovrà, la police secrète fasciste a commencé dès la fin mars un travail minutieux d'épuration. On a fait le recensement des citoyens habitant les immeubles des rues où doit passer le cortège; on va jusqu'à visiter les égouts et à régler dès maintenant le nombre et la qualité des citoyens qui auront le droit de se mettre aux fenêtres pour assister au passage du Führer. Il va sans dire que tous les suspects sont arrêtés.

A Rome et à Florence--ainsi communique "Giustizia e Libertà" la police a procédé au début d'avril à de nombreuses arrestations préventives.

On s'est également mis à préparer des camps de concentration pour les Juifs allemands immigrés en Italie. Sans doute a-t-on aussi l'intention d'enfermer dans ces camps de concentration au moins pendant toute la durée du voyage d'Hitler en Italie, les Italiens suspects pour lesquels il n'y a plus de place dans les prisons déjà combles!

La liberté de mouvement est limitée en Autriche. (I.T.F.) Immédiatement avant le plébiscite, le gouvernement berlinois avait soudainement passé d'importantes commandes d'armement à des entreprises autrichiennes; les ouvriers spécialistes et les techniciens autrichiens avaient ainsi la possibilité d'obtenir des augmentations de salaire et de traitement en passant au service des industries de guerre. Afin de réprimer ces brusques augmentations, le Commissaire d'Hitler à Vienne a rendu le 5 avril l'ordonnance que voici: "Si en cas d'embauchage de nouvelle main-d'oeuvre, de techniciens, d'ouvriers spécialistes etc., on a recours à des citoyens qui viennent de dénoncer à présent leur place pour accepter une offre plus favorable, il faut que le chef d'entreprise se mette, avant de conclure un contrat de travail, en relation avec l'ancien employeur du postulant, afin de s'assurer que le départ du travailleur en cause n'occasionne pas de sérieux préjudices à l'entreprise qui l'occupait jusque là. J'attends de la discipline et de l'esprit de camaraderie des chefs d'entreprise que cette ordonnance soit strictement observée." (Wiener Neueste Nachrichten du 6 avril).

Les Nazis font donc appel aux employeurs pour qu'ils agissent contre les ouvriers et employés dans un esprit de "camaraderie".

L'Allemagne, camp de concentration, vote comme on le lui ordonne. (I.T.F.) Dans l'arrondissement de Dachau il y avait pour les "élections au Reichstag du 10 avril, 22.853 personnes ayant droit de vote. Or, tous les électeurs ont--ainsi est-il annoncé officiellement--accompli leur devoir électoral. Personne n'était donc malade, aucune femme n'était en couches, et personne n'était sur le point de mourir. 8 électeurs seulement auraient voté non, le nombre des bulletins nuls n'était que de 4. Dans l'arrondissement de Dachau

se trouve le trop fameux camp de concentration où sont torturés quelques milliers d'Allemands et d'Autrichiens "électeurs". La majorité des détenus a donc voté "pour Hitler". Le résultat de ce scrutin est caractéristique des méthodes électorales pratiquées dans ce camp de concentration qu'est la "Grande-Allemagne".

Grève de cotisants en Autriche. (I.T.F.) Vu que bien des membres des organisations autrichiennes mises au pas, avaient arrêté le paiement des cotisations, la police autrichienne et les organisations terroristes nazies ont reçu l'ordre "d'intimer aux membres de continuer à s'acquitter, conformément aux statuts des organisations en cause, du paiement de leurs cotisations". (Wiener Neueste Nachrichten, 3 avril 1938.)

Heures supplémentaires au profit des bonzes. (I.T.F.) Vu le fait que les ouvriers allemands déclarent de plus en plus résolument aux secrétaires nazis toujours à l'affût de nouveaux revenus, qu'avec la hausse des prix et leurs bas salaires, ils ne peuvent plus se priver d'un sou, les bonzes nazis ont inventé un système d'oboles au moyen d'heures supplémentaires: à la demande des Nazis, les employeurs contraignent leur personnel à faire des heures supplémentaires non rétribuées et versent aux bonzes les sommes ainsi retenues à leurs ouvriers.

Le système des "oboles à l'aide d'heures supplémentaires" créa de l'effervescence dans les entreprises. Quelques jours avant l'entrée des troupes allemandes en Autriche, lorsque les Nazis tenaient à tout prix à maintenir le calme chez eux, les autorités durent publier cette déclaration: "Ces derniers temps on a à plusieurs reprises tenté de réunir des ressources en vue de buts spéciaux, par exemple pour parer aux dégâts causés par des intempéries, pour des constructions d'immeubles ou bien au profit de quêtes quelconques, en faisant faire dans toutes espèces d'établissements des heures supplémentaires prétendues (!) volontaires" ("Kölnische Zeitung" du 10 mars). A l'avenir de pareilles heures supplémentaires "volontaires" étaient interdites.

Voilà un mouvement de résistance opiniâtre couronné de succès!

Banquets à Vienne. (I.T.F.) Dans l'Autriche conquise les Nazis se sont laissé aller à de telles débauches que le Commissaire d'Hitler a dû aller jusqu'à recommander un peu de réserve. "La tendance se manifeste à Vienne et dans d'autres villes d'organiser, en dehors du cadre des réceptions officielles qui s'imposent... des manifestations privées - telles que des banquets etc." Il fallait, ainsi le Commissaire, ne pas oublier "que dans bien des couches de la population il y a encore trop de faim et de misère" et par conséquent, par égard pour l'état d'esprit des Autrichiens, renoncer à ces agapes.

La "Schipperkrankheit".- Un courageux médecin allemand accuse..

(I.T.F.) Depuis 1933, la "Schipperkrankheit", maladie dite des creuseurs, fait beaucoup parler d'elle en Allemagne. On en a constaté des centaines de cas, désignés par les médecins au moyen de radiographies comme déchirures traumatiques des apophyses épineuses des vertèbres du cou ou du haut du dos. La fréquence de ce mal, forme d'accident du travail, autre fois pour ainsi dire inconnu, inquiéta les autorités allemandes. Le ministère du Travail chargea donc une commission d'enquêter sur les causes. La commission "profondément impressionnée par ce qu'elle avait dû constater des centaines de fois" résuma les résultats de son enquête dans une brochure.* Cette oeuvre commune d'un médecin et d'un inspecteur du travail constitue une grave accusation contre les méthodes de travail en vigueur aux autoroutes d'Hitler.

"Sous le nom de "Schipperkrankheit" (mal des creuseurs), appelée fréquemment aussi "maladie des autoroutes", se cache la grande misère des chômeurs de nos temps. Ce mal signifie davantage qu'une incapacité de travail passagère. Il signifie, après des années de chômage, l'effondrement de nouveaux espoirs. Au lieu de travail et de pain, la maladie, l'incapa-

* Toutes les indications de pages se réfèrent à la brochure "Die Schipperkrankheit" - Koepchen-Bauer, Leipzig 1937.

cité de travailler durant un temps assez long et à nouveau la misère. Avec cela, le souci de savoir si on se remettra complètement de cette invalidité. En outre les effets psychologiques inévitables sur la masse, facteur qu'il ne faut pas perdre de vue. L'effondrement, le terme ne convient que trop bien au moment de l'accident--ne se produit pas dans les grands chantiers, en quelque sorte en secret, mais le plus souvent en pleine équipe, c'est-à-dire sous les yeux des collègues de travail"--ainsi écrit la commission.

Chacun connaît et craint le mal--le dissimuler, comme certains le proposent--n'est pas possible vu le grand nombre de cas...Les autres souffrent avec celui qui succombe et chacun pense involontairement au moment où il pourrait être atteint, lui aussi" (pages 14 et 15).

Voilà comment se construisent les autoroutes!

Un mal autrefois inconnu.

Le mal des creuseurs, la "Schipperkrankheit", autrefois pour ainsi dire inconnu a pris ces dernières années à l'intérieur et à l'étranger une ampleur croissante. Une telle fréquence qu'en Allemagne ne s'est cependant pas manifestée ailleurs" (page 12) . "La cause commune de la maladie résidait dans l'exécution de pénibles travaux de terrassement et surtout de ceux entrepris dans le cadre des mesures du gouvernement (nazi!) pour combattre le chômage".

Fréquence élevée.

Page 5, la commission ministérielle constate: "Il ne s'agit pas de cas isolés dénués d'importance mais d'un degré de morbidité souvent d'un pourcentage très élevé". L'enquête s'est étendue à 10 chantiers de construction d'autoroutes occupant en moyenne 2.700 hommes dont 1980 particulièrement exposés par la nature de leur travail. En moyenne générale il y avait un accidenté sur 17 ouvriers, dans certains chantiers presque un sur 5 et dans "les chantiers les plus dangereux" un sur trois! (pages 61 et 62)

Fortes douleurs.

Les ouvriers victimes du mal "ressentent à l'endroit de la lésion une espèce de craquement allant de pair avec de fortes douleurs et parfois distinctement perceptible à l'ouïe. On a cité Escas où le voisin aurait même perçu le déchirement" (page 38). "Dans le langage populaire le mal est désigné sous le nom de "mal des autoroutes" et les douleurs qui le précèdent sous celui de "coup de trompe, le signal d'avertissement, expression qui caractérise de manière frappante la corrélation" (page 40). Les ouvriers se plaignent de fortes et brusques douleurs dorsales au bas du cou; dans les jours suivant la lésion, l'accidenté peut à peine se mouvoir, des camarades doivent l'aider à enlever et remettre ses vêtements. L'examen médical est si douloureux que le malade tombe à genoux de douleur" (page 29).

Le travail continue!

"Il est pour ainsi dire certain que le déchirement s'il est total, ne permet pas la continuation du travail. Néanmoins le quart environ des accidentés ont essayé!" (page 40). Vu les bas salaires --un salaire horaire d'environ 50 pfennigs est la règle--les ouvriers touchent en effet une indemnité de maladie si basse qu'ils font l'impossible pour poursuivre le travail et préserver leur famille de la faim. Avec cela "les autorités et caisses de prévoyance ne se sont pour commencer préoccupées de la chose qu'avec hésitation. Pendant des mois les notifications d'une caisse d'assurance-maladie ont été qualifiées d'accidents "entre guillemets" (page 13). C'est pourquoi bien des ouvriers n'ont, malgré de terribles douleurs, pas osé se porter malades craignant d'être congédiés pour simulation et que l'Office de placement les laisse pendant 6 semaines sans secours et sans nouvel emploi.

Néanmoins on renvoie au travail avant guérison complète.

Les ouvriers travaillant aux autoroutes étaient renvoyés au travail le plus rapidement possible. "Le fait que lors de la reprise du travail le plus tôt(!) possible...les suites n'avaient pas encore complètement disparu et s'aggravaient même de nouveau, a très souvent (!) dû être pris par dessus le marché" (page 51). "Le certificat médical "capable de retourner au travail" n'a par conséquent pas toujours strictement correspondu aux prescriptions légales disant que le malade doit être entièrement revenu à l'état normal. --Il est un fait que 85% des ouvriers revenus au travail se plaignaient encore de douleurs plus ou moins fortes ou de gêne au travail. Les douleurs qui subsistent n'ont pas été, il est vrai, une entrave pour la reprise du travail, mais on ne peut se défendre

de l'impression que par moments elles étaient difficilement supportables (pages 51 et 52).

La commission constate que dans les trois chantiers où le travail est le plus dangereux ont exigé des ouvriers de 2 à 3 fois plus de travail que dans les autres. Le nombre des accidents, (par 100.000 m³ de terre déplacée) est de 4 à 5 et demi fois aussi fréquent que dans les autres chantiers. Deux des entreprises en question avaient introduit un système de primes. Les ouvriers atteignant un rendement élevé pouvaient se procurer un revenu supplémentaire de 7,50 à 10 marks par semaine. "La tendance de se procurer de pareils revenus supplémentaires était -- vu les salaires de famine--si forte que les ouvriers se bouscullaient littéralement pour être admis dans les équipes pour lesquelles le paiement de primes avait été prévu, malgré le dur travail qui les attendait" (page 64) et bien qu'ils fussent tous les jours témoins de nouvelles victimes parmi leurs camarades.

Ce qu'on a vu jusqu'ici n'est qu'un début.

"Profondément impressionnée par ce qu'elle a constaté des centaines de fois" la commission réclame des mesures de protection pour les ouvriers des autoroutes. Toutefois elle ne croit pas au fond que les Nazis qui ont détruit les syndicats protégeront les ouvriers occupés aux travaux de fortifications et aux autoroutes. Elle écrit avec résignation: " Vu que pendant longtemps encore les travaux publics pour combattre le chômage joueront un rôle, ce qu'on a vu jusqu'ici n'est qu'un début" (page 14). "Le "mal des creuseurs" conservera en Allemagne pendant les premières années à venir sa gravité et son importance" (page 15). Le rapport de la commission a paru en 1937. Elle n'a pas fait preuve d'un pessimisme exagéré. Ses griefs n'ont pas retenu l'attention. Le Bulletin du ministère allemand du Travail constate, le 15 mars 1938, que le mal des autoroutes "est à l'heure qu'il est un accident du travail encore très (!) fréquent". L'inspection générale de la construction des autoroutes a dû installer, ainsi qu'il a été communiqué au dernier congrès de Nuremberg, des asiles spéciaux pour ses ouvriers blessés....

Voilà comment sont construites les autoroutes d'Hitler!

Voilà le sort des ouvriers occupés aux travaux de secours dans un pays sans organisations syndicales!

Les autoroutes sont construites par (I.T.F.) Le creuseur affecté à la
dés ouvriers sous-alimentés.----- construction des autoroutes accomplit "un travail des plus lourds comportant un besoin considérablement accru de calories" ainsi déclare une commission d'enquête instituée par le ministère allemand du Travail. Elle doit toutefois constater que ces ouvriers sont en général sous-alimentés. Les ouvriers examinés par elle ne recevaient à manger "très rarement de la viande, souvent seulement une fois par semaine et pas beaucoup, très peu de graisse et peu de fruits. Ce qui était disponible étaient des pommes de terre, du pain, des légumes (pas toutes les sortes) des charcuteries et des légumineuses. En général par conséquent, une nourriture pauvre en albumine et en graisse, par conséquent probablement pauvre en calories et ayant un caractère incomplet. On ne saurait affirmer avec certitude qu'elle est également pauvre en substances minérales (phosphore, calcaire etc.) et en vitamines. On peut donc dire que ces travailleurs étaient très peu nourris, état dû à une alimentation insuffisante en ce qui concerne la quantité et surtout la qualité, un peu dans le genre de ce que nous avons vu pendant la guerre et dans les premiers temps de l'après-guerre" (pages 28 et 34).

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.Les cheminots gênent le Front allemand du Travail.

(I.T.F.) Le compte-rendu officiel qui vient de paraître du dernier congrès du parti nazi contient le texte non publié jusqu'ici du rapport annuel du Front allemand du Travail dont lecture a été donnée audit congrès. Ce rapport, malgré son titre prometteur, ne donne aucun renseignement sur la question de savoir ce que sont devenus les millions pressurés des travailleurs allemands au profit du Front du Travail. Il contient cependant quelques réflexions intéressantes, ainsi par exemple le grief de ce "qu'on constate encore de temps à autre à la Reichsbahn des tendances individualistes gênantes (contre le Front du Travail!), un certain séparatisme qui semble trouver sa base dans les anciennes organisations de cheminots ou du moins être alimenté de ce côté" (page 295 du compte-rendu).

Ces tendances "séparatistes", cette opposition qui n'est pas saisissable, crée des préoccupations à la direction du Front du Travail.

Nouvelle violation de la parole donnée: mutations disciplinaires de cheminots sarrois.

(I.T.F.) Après le "plébiscite" dans la Sarre en 1935, le gouvernement nazi s'était, dans les accords de Rome, solennellement engagé à n'exercer aucune représaille contre les Sarrois qui s'étaient élevés contre un rattachement de leur pays natal au Troisième Reich. En dépit de cette promesse, les Nazis ont dès 1936 pris des mesures contre les cheminots de la Sarre qui durant la période du plébiscite avaient mené de la propagande anti-nazie. On leur attribua du travail moins retribué.

A présent les Nazis sont allés plus loin. Ces dernières semaines (-ainsi annonce la "Freiheits-Korrespondenz"-) le territoire de la Sarre a à nouveau été épuré de tous les éléments n'étant "pas politiquement sûrs". Un nombre de cheminots qui, avant le plébiscite, avaient refusé d'adhérer à l'organisation naziste, le "Deutsche Front", ont été déplacés à l'intérieur de l'Allemagne.

Les Nazis décrètent des réductions de salaires en Autriche.

(I.T.F.) La dictature catholique autrichienne avait imposé à tous ceux qui travaillent dans les entreprises et administrations publiques, des retenues de salaire au profit du "secours d'hiver". Après la "libération" de l'Autriche, les Nazis ont tranquillement continué à encaisser ces retenues, se réclamant de l'ordonnance de Schuschnigg.

Avec cela on a en outre retenu sur les salaires des cheminots des versements "volontaires" au profit de l'"Obole populaire" instituée par le Commissaire nazi Bürckel pour financer la propagande parmi les sans-travail. Dans tous les dépôts des listes furent établies, séparément pour les retraités. Le jour de paie, cheminots et retraités étaient obligés d'inscrire sur la liste derrière leur nom la somme qu'ils "desiraient" payer et de confirmer cette déclaration par leur signature. La retenue était alors pratiquée en deux étapes. Vu que bien des cheminots craignaient que ces listes puissent par la suite servir de base à des mesures de congédiement et de déplacement, les Nazis ont réussi à arracher une somme considérable aux cheminots autrichiens.

Les soldes sous la croix gammée.

(I.T.F.) "Die Schiffahrt", l'organe du groupement clandestin des travailleurs allemands des transports par eau, écrit: "Il est certain qu'à bord des bâtiments battant d'autres pavillons, la vie des marins et leur rétribution sont encore loin d'être idéales. A un égard toutefois, ces nations nous ont dépassé de beaucoup: celui de la solde! Le salaire touché par un marin (matelot ou chauffeur) anglais, français, danois, norvégien ou suédois, est le double du salaire allemand. Nous ne voulons pas dire le salaire sur papier, mais celui vraiment touché! Dans chaque port les marins étrangers peuvent disposer de l'avoir à leur compte. Le marin allemand qui se trouve dans un port étranger, ne peut aujourd'hui, dans la plupart des cas, pas même se payer un verre de bière, faute d'argent!"